

Non à la suppression du service public d'orientation de l'Éducation nationale !



Le gouvernement vient d'annoncer brutalement, sans aucune discussion, que l'information des élèves et des étudiants pour leur orientation serait désormais assurée par des prestataires désignés par les régions. Les branches professionnelles, les CFA (centre de formation d'apprentis) et les entreprises viendraient donc directement vanter auprès des élèves en collège et au lycée les mérites de formations à court terme au prétexte d'une insertion professionnelle rapide mais sans évoquer le risque de précarité et d'absence de qualification !

Ce sont tous les principes d'une information neutre assurée par le service public d'éducation qui risquent de voler en éclat : finie la gratuité, fini le contrôle des informations dispensées, finie l'indépendance par rapport aux groupes de pression professionnels ou privés...

Les délégations régionales (DRONISEP) qui élaborent la documentation seraient transférées aux régions avec leurs personnels et les CIO (Centre d'Information et d'Orientation) seraient fermés. Les directeurs de CIO (DCIO) seraient renvoyés vers d'autres missions. Les Psychologues de l'Éducation nationale spécialité « Éducation, Développement, Conseil en orientation scolaire » (PsyEN-EDO, anciennement COPsy) seraient dispersés pour quelques heures par semaine dans les établissements scolaires.

Disparition des lieux d'accueil pour les jeunes et les parents, suppression des conseils personnalisés sur la scolarité et l'orientation assurés par les psychologues du service public, plus d'accueil pendant les vacances scolaires... Qui va assurer la réception des jeunes allophones, des décrocheurs, de ceux qui veulent reprendre une formation scolaire, des jeunes en situation de handicap, des jeunes adultes et de tous les publics ? Qui va donner aux étudiants des informations exhaustives et non limitées aux formations locales ? Qui va guider les lycéens dans ce nouveau parcours du combattant qu'est Parcoursup ?

En supprimant les CIO, il s'agit de faire place nette pour des organismes ne dépendant plus de l'Éducation nationale : des cabinets de coaching ouvrent déjà un peu partout et proposent leurs services payants aux familles les plus favorisées. Avec la réforme du lycée, les enseignants et les professeurs principaux auraient en plus de nouvelles responsabilités pour l'orientation des élèves et une charge de travail supplémentaire avec l'AP redéfinie pour « l'éducation au choix de l'orientation ».

Mais les personnels des CIO et de l'ONISEP ne se laisseront pas faire !

Enseignant-es, PsyEN, CPE toutes et tous ensemble exigeons :

- **Le maintien des CIO dans l'Éducation nationale,**
- **Le maintien de la compétence de l'État pour l'information des élèves et le refus du transfert des DRONISEP,**
- **Le respect des missions et du statut des PsyEN,**
- **Une augmentation de leur recrutement pour atteindre le ratio d'un PsyEN pour 800 élèves contre un pour 1500 élèves actuellement.**